

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de la culture et de la  
communication

Ministère de la Culture et de la Communication
8 MARS 2017 - 2 0 1 7 / 0 0 1
SAFIG/SDAIG/MPDOC

**Circulaire**  
**de mise en œuvre du décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la**  
**déconcentration au sein du ministère de la Culture et de la Communication**

NOR : MCCB1707392C

Le **08 MARS 2017**

**Références :**

- Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration
- Circulaire du 28 octobre 2014 relative au protocole des relations entre les administrations centrales et les services déconcentrés
- Circulaire n°5828/SG du 18 novembre 2015 portant application du décret n°2015-510
- Circulaire n°5872/SG du 28 juin 2016 portant dispositions complémentaires pour l'application du décret n°2015-510

**La ministre de la culture et de la communication**

**à**

**Mesdames et Messieurs les directeurs et chefs de service de l'administration centrale,**  
**Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles**

**sous couvert de Mesdames et Messieurs les Préfets de région,**

Le décret du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration conforte l'ancrage territorial de l'action du ministère de la Culture et de la Communication, en établissant l'échelon d'animation, de coordination et de mise en œuvre des politiques publiques culturelles au niveau régional. Il pose les bases d'une déconcentration accrue et affirme les grands principes qui président aux relations entre administrations centrales et services déconcentrés.

Afin que le fonctionnement de l'administration centrale du ministère s'adapte aux dispositions de ce décret, vous trouverez ci-dessous les mesures détaillées de mise en œuvre dont le secrétariat général du ministère est le garant. À ce titre, vous veillerez à l'informer de tout message adressé aux directeurs régionaux des affaires culturelles (DRAC), via le courriel fonctionnel. [sg.action-territoriale@culture.gouv.fr](mailto:sg.action-territoriale@culture.gouv.fr)

## **1. Directives, instructions et informations aux DRAC**

Le secrétariat général, via le département de l'action territoriale (DAT) impulse et coordonne la rédaction de la directive nationale d'orientation (DNO).

Toute directive, instruction, circulaire est transmise au secrétariat général avant signature. Celui-ci est chargé, dans un délai de cinq jours ouvrés de s'assurer de la cohérence du texte avec la DNO ainsi qu'avec les autres textes existants et de la réalisation effective, s'il y a lieu, de l'étude d'impact telle que précisée ci-après.

Le secrétariat général communique aux Directions Générales les directives, instructions, circulaires qui ont un impact potentiel sur les politiques dont elles ont la charge. Celles-ci disposent d'un délai de cinq jours ouvrés pour transmettre leur avis.

Après signature, le secrétariat général est chargé :

- d'effectuer la diffusion du texte en question auprès des préfets de région et des directeurs régionaux des affaires culturelles au moyen du courriel fonctionnel [sg.action-territoriale@culture.gouv.fr](mailto:sg.action-territoriale@culture.gouv.fr) ;
- de déposer le texte sur l'espace dédié dans l'intranet ministériel.

## **2. Recueil des enquêtes ministérielles**

Les enquêtes réalisées auprès des services déconcentrés doivent être limitées et non redondantes. Elles sont recensées dans un recueil ministériel actualisé annuellement. Cette démarche a pour objectif l'amélioration des capacités d'évaluation et de pilotage des politiques publiques et l'accroissement de l'expertise des services déconcentrés. Elle participe à la diminution de la charge de travail de part et d'autre.

À cette fin, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- chaque enquête réalisée auprès des DRAC est adressée directement aux directeurs régionaux (avec copie aux collaborateurs concernés par l'enquête) via une adresse mail générique;
- chaque sollicitation des DRAC fait ensuite l'objet d'une synthèse qui leur est renvoyée.

Les demandes nouvelles qui n'avaient pas pu être prévues au moment de la constitution et de la mise à jour du recueil feront l'objet d'une validation conjointe du secrétaire général et du directeur général concerné.

Le secrétariat général est garant de la régulation des enquêtes faites aux DRAC. Il en établit un bilan qualitatif et quantitatif annuel qui est communiqué au Premier ministre et au secrétariat général de la modernisation de l'action publique (SGMAP). Il lui est donc fait copie des demandes de rendus comptes et des synthèses adressées aux DRAC par le biais du courriel fonctionnel [sg.action-territoriale@culture.gouv.fr](mailto:sg.action-territoriale@culture.gouv.fr).



### **3. Études d'impact dites « tests administration territoriale de l'État » (ATE)**

Le secrétariat général est chargé de vérifier l'adéquation entre les objectifs poursuivis par les projets de norme législative ou réglementaire produits par les services du ministère et les contraintes et moyens humains et financiers dont disposent les directions régionales des affaires culturelles pour leur mise en œuvre.

Au sein du secrétariat général, le DAT est désigné comme référent ministériel. Il accompagne les services rédacteurs dans la réalisation de leur étude d'impact.

Cette étude d'impact veille notamment à ce que les données de rendus comptes qui seront demandées aux services déconcentrés ainsi que les critères d'évaluation de la mesure envisagée soient prévus dans les textes applicables aux services déconcentrés.

Si l'étude d'impact constate une évolution significative de la charge administrative, une adaptation des dispositifs ou de l'organisation des services sera étudiée par l'administration centrale.

### **4. Déconcentration budgétaire**

Le secrétaire général du ministère, en tant que responsable de la fonction financière ministérielle (RFFiM), est garant du bon déroulement du dialogue de gestion, comme le prévoit le 10° de l'article 69 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique :

– il propose aux directions générales une procédure permettant d'étudier les demandes budgétaires des services déconcentrés en amont des notifications et en parallèle de l'exercice budgétaire en cours. Les RPROG informent le secrétariat général des délégations et remontées de crédits effectuées en cours d'année. Par ailleurs, le secrétariat général coordonne, conformément au décret n°2012-1246 sus-cité, l'exercice des comptes rendus de gestion ;

– il organise le dialogue formalisé des responsables de programme (RPROG) et responsables de budget opérationnel (RBOP) au sein de conférences annuelles de gestion qu'il préside ;

Conformément à la circulaire du premier ministre n°5828/SG du 18 novembre 2015 portant application du décret n°2015-510, l'ensemble des crédits d'intervention sont déconcentrés, sauf exception. Un examen périodique des crédits d'intervention non déconcentrés est réalisé coordonné par le secrétariat général en partenariat avec les directions générales pour examiner les crédits dont la gestion continue de s'effectuer au niveau de l'administration centrale. Une synthèse de cet exercice est communiquée à la ministre et à son cabinet pour chaque région.

Par ailleurs, le secrétariat général réalise en lien avec les RPROG un état des lieux des crédits délégués aux DRAC en analysant l'écart entre les crédits notifiés initialement, les crédits délégués en cours d'année et les crédits exécutés. Cette synthèse est communiquée à chaque direction générale et à chaque préfet de région. Elle fait l'objet d'un examen lors de la conférence de gestion.

S'agissant des dispositions relatives aux comptes rendus de gestion (CRG) et à la simplification de l'architecture budgétaire, il est rappelé l'harmonisation effective des modalités de CRG et l'existence d'un BOP mono-UO par programme au niveau déconcentré.

## **5. Déconcentration RH**

Le secrétariat général s'assure de la mise en œuvre des arrêtés du 29 décembre 2016 :

- pour l'un, fixant la liste des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État pour lesquels l'avis du chef de service déconcentré sous l'autorité duquel sont placés ces personnels est requis préalablement à leur édiction ;
- pour l'autre, portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.

Les modalités de mise en œuvre de cette déconcentration vous seront précisées par une circulaire ultérieure, celle-ci ayant vocation à intervenir au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Le secrétariat général, via le département de l'action territoriale (DAT) et le service des ressources humaines, s'assurera de la prise en compte des avis motivés des directeurs régionaux sur les demandes de mutation, de détachement et les propositions d'inscription au tableau d'avancement.

## **6. Relations entre l'administration centrale, les DRAC, les structures culturelles en région et les collectivités territoriales**

Pour assurer la cohérence de l'action du ministère sur les territoires :

- toute prise de contact formelle de l'administration centrale avec une structure culturelle gérée au niveau déconcentré ou avec une collectivité territoriale, appelant à des aides ou des décisions pouvant concerner les services déconcentrés, fait l'objet d'une information de la DRAC concernée, qui est associée en tant que de besoin ;
- toute sollicitation directe de l'administration centrale par une structure culturelle ou une collectivité territoriale est transmise à la DRAC concernée, qui est associée à son traitement en tant que de besoin ;
- tout déplacement en région est accompagné d'une information ou d'un contact préalable avec la DRAC et le préfet de région.

Par ailleurs, les établissements publics sous tutelle tiennent informés les préfets de région et les services déconcentrés du ministère de leurs initiatives territoriales et interviennent en cohérence avec les stratégies régionales développées par l'État dans les territoires.



Réciproquement les DRAC tiennent régulièrement informées les directions générales et le secrétariat général, des échanges structurants et des décisions financières importantes qui peuvent avoir un impact sur la politique culturelle nationale.

## 7. Mutualisation et mobilisation des compétences – délégation de gestion

Le secrétariat général, via le DAT, informe les DRAC des modalités de mise en œuvre de la circulaire du 28 juin 2016 relative aux mutualisations de fonctionnement et de la délégation de gestion, disposition introduite par la charte de déconcentration.

Dans le cadre d'une demande concernant une DRAC, qu'elle soit demandeuse ou sollicitée, les services du secrétariat général l'accompagnent juridiquement, sur les plans des ressources humaines et le cas échéant budgétaire.

Pour l'ensemble des programmes budgétaires mutualisés sur lesquels interviennent les DRAC, le secrétariat général s'assure de la prise en compte des besoins des services déconcentrés auprès du responsable de programme concerné relevant d'autres ministères, pour la budgétisation et la gestion des crédits.

Pour la ministre et par délégation,

Le secrétaire général,



Christopher MILES

Pour la ministre et par délégation,

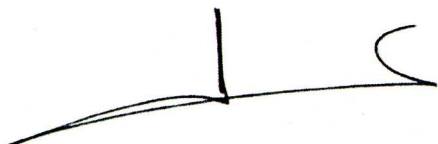
Le directeur général des patrimoines,



Vincent BERJOT

Pour la ministre et par délégation,

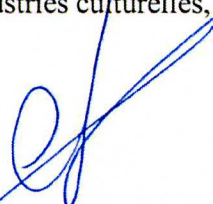
La directrice générale de la création artistique



Régine HATCHONDO

Pour la ministre et par délégation,

Le directeur général des médias et des industries culturelles,



Martin AJDARI

Copie(s) : Loïc Depecker, Délégué général à la langue française et aux langues de France  
Frédérique Bredin, Présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée